

Ce qu'ils proposent sur la fiscalité

Nicolas Sarkozy : « Je n'augmenterai pas les impôts, mais au contraire, ferai tout pour les baisser » (Ensemble, tout devient possible).

« Je suis convaincu qu'il faut expérimenter le transfert d'une partie des cotisations sociales sur la TVA » (livre "Ensemble").

François Bayrou : « L'ISF a fait du tort à la France, parce que, lorsque les riches s'en vont il s'agit d'un appauvrissement continu du pays. » (Discours sur la social-économie 23/02/07).

Jean-Marie Le Pen : « diminuer l'impôt sur le revenu du travail et l'impôt sur le bénéfice des sociétés » (Programme du Front National) ;

« Car ces prélèvements fiscaux monstrueux, ces réglementations étouffantes, ces agents publics innombrables que produisent-ils ? Presque rien sinon des services publics » (Discours de Metz).

Ce que nous en pensons :

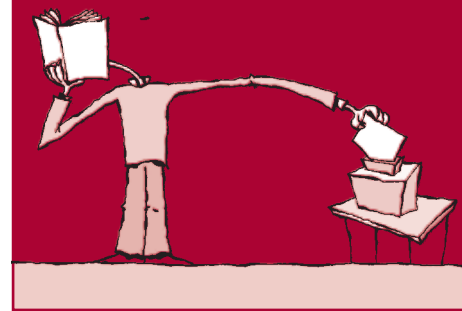
Les plus pauvres paieront pour les plus riches

■ Depuis 2002, la majorité sortante UMP-UDF a augmenté les prélèvements obligatoires. Comment expliquer ce paradoxe alors qu'elle parle sans cesse de baisser les impôts ? C'est que les candidats de droite baissent les impôts acquittés par les Français les plus riches (impôt de solidarité sur la fortune, tranches supérieures de l'impôt sur le revenu) et augmentent les taxes payées par tous, comme la TVA. Prendre aux pauvres pour alléger la contribution des riches... il fallait l'inventer !

■ Depuis 2002, la dette de l'État a considérablement augmenté. Et pourtant, les candidats de droite disent que la réduction de la dette sera leur obsession. Encore une contradiction ? Pas tant que cela. Dans tous les pays, les libéraux ont endetté dans un premier temps l'Etat pour mieux remettre en cause, dans un second temps, les services publics jugés trop coûteux. N'oublions pas que l'impôt, base de la solidarité nationale est le seul moyen de financer des droits égaux pour tous.

Dans électeur, il y a lecteur

Dans quelques jours chacun de nous sera amené à faire un choix qui engage l'avenir de son pays. Le 22 avril se tiendra le premier tour de l'élection présidentielle. Puis le deuxième tour aura lieu le 6 mai.



n'est pas un croisement de Questions pour un champion avec la Star Academy. Le vote doit être un choix fait en conscience, une décision personnelle informée et réfléchie.

Ce document réalisé par l'associa-

Cette élection présidentielle survient cinq années après celle de 2002 où Jacques Chirac affronta Jean-Marie Le Pen au deuxième tour.

Notre République va-t-elle mieux après ces cinq années ? Sans doute pas, puisque même les candidats de la majorité sortante UMP-UDF se déclarent favorables à une rupture.

La République confie aux citoyens la lourde responsabilité de fixer l'intérêt général en disant par leur vote ce qu'ils pensent être le meilleur pour leur pays. C'est pourquoi l'élection présidentielle ne doit pas tourner au jeu télévisé. Ce

tion Pour la République Sociale peut vous aider à faire votre choix en pleine connaissance de cause en vous informant sur les propositions des trois principaux candidats de droite. Sur de nombreuses questions essentielles, leurs propositions sont identiques. Lisez-les. Rien de ce qui est écrit n'est ajouté. Toutes ces citations sont tirées des programmes et des déclarations de Nicolas Sarkozy, François Bayrou et Jean-Marie Le Pen. Bien sûr, nous vous disons aussi ce que nous en pensons. Mais l'essentiel est que vous vous fassiez votre propre idée pour vous rendre aux urnes en citoyen éclairé.

Et vous qu'en pensez-vous ? Je lis les programmes avant de voter !

www.pourlarepubliquesociale.org

- Je veux être informé des activités de PRS.
- Je veux soutenir votre action.

Nom : Prénom :
Adresse :
CP : Ville : Tél. :
Mail :



RCS B 622 053 189

PRS
Pour la République Sociale

Pour la République Sociale (PRS) est une association d'éducation populaire présidée par Jean-Luc Mélenchon. Elle regroupe des hommes et des femmes issus des divers horizons de la gauche. Pour PRS, la France est le pays de la Grande révolution de 1789, qui inventa la devise Liberté Égalité Fraternité. C'est cette exigence républicaine que nous voulons défendre face aux nouveaux privilèges de l'argent et à l'aristocratie de la finance. Pour que chacun ait le droit à une vie douce, nous militons pour la République sociale.

Ce qu'ils proposent pour les travailleurs :

Nicolas Sarkozy : « je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire » (Ensemble, tout devient possible).

François Bayrou : « Il faut [que] ceux qui veulent travailler plus, soient libres de le faire. » (colloque «Réussir ensemble la nouvelle économie» 8-9/11/06).

Jean-Marie Le Pen : « Permettre de gagner plus à ceux qui travaillent plus » (programme du Front National).

Ce qu'ils proposent pour les patrons :

Nicolas Sarkozy : « un nouveau contrat de travail plus souple, grâce à des procédures de licenciement moins longues et surtout moins incertaines » (programme de l'UMP). « Le CPE est une très bonne mesure pour l'emploi des jeunes » (déclaration du 25/01/2006). « Le CNE est un progrès, il ne faut pas y toucher » (Discours au congrès de la CGPME, 24/01/2007).

François Bayrou : « [Il faut] un CDI avec une période d'essai suffisante pour permettre de la souplesse en conservant de la sécurité. » (entretien à L'Usine Nouvelle du 15/03/06). « La hantise de ne pouvoir mettre un terme au contrat de travail est un frein puissant à la création d'emploi ». (livre Projet d'espoir).

Jean-Marie Le Pen : « libérer au maximum l'entreprise des contraintes de toute nature » (Programme du FN).

Ce que nous en pensons :

C'est travailler plus pour gagner moins !

■ En 2006, les profits des entreprises ont battu de nouveaux records. 100 milliards d'euros pour les seules 40 principales entreprises cotées en Bourse, en hausse de 18,2% par rapport à 2005. Les actionnaires vont empocher 38 milliards d'euros de dividendes. Au même moment, 4 salariés sur 10 voient leur salaire individuel baisser. Les actionnaires, qui ne travaillent pas, gagnent sans cesse plus que ceux qui travaillent. De cela les candidats de droite ne disent pas un mot. C'est pourtant ce partage injuste des richesses qu'il faudrait changer !

■ Ce n'est pas le salarié qui décide son horaire de travail, mais le patron qui le fixe pour lui. Il le fait dans le cadre de la loi sur les 35 heures. Cette loi n'interdit absolument pas de travailler plus de 35 heures. Mais, dans les entreprises où elle s'applique, elle oblige le patron à payer des heures supplémentaires dès la 36e heure. En quoi consiste donc la proposition des candidats de droite ? C'est permettre au patron de ne plus payer d'heures supplémentaires... et obliger le salarié à travailler plus pour gagner moins.

C'est tout bénéf pour le MEDEF

■ Ces propositions sont directement reprises du programme du MEDEF qui veut remettre en cause le CDI (contrat à durée indéterminée) en généralisant la précarité à tous les salariés. A l'heure des délocalisations, leur obsession est de faciliter les licenciements. Ce que proposent les candidats de droite est la généralisation du CNE (contrat nouvelle embauche) et du CPE (contrat première embauche), deux contrats qui prévoient une période d'essai de deux ans, alors même qu'ils ont été rejetés par les Français.

C'est la Sécu à plusieurs vitesses

■ Le principe de la protection sociale est de venir en aide "à chacun selon ses besoins". Le principe des candidats de droite est, à l'opposé, "à chacun selon ses moyens". Une retraite pour les riches. Une autre pour les pauvres. Une santé pour les riches, une autre pour les pauvres. Ainsi, la franchise non remboursée pénaliserait les ménages les plus modestes, les incitant à ne pas se soigner. Des millions de nos concitoyens ne bénéficieraient plus de la Sécurité sociale alors même qu'ils cotisent ! La franchise augmenterait chaque année pour combler le déficit de la sécu (en Irlande où ce système existe, la franchise non remboursée pour les consultations médicales atteint déjà 400 euros par an).

■ Ce qu'entraîneraient les propositions des candidats de droite, c'est la multiplication de retraités misérables, souvent obligés, pour vivre, de prendre des petits boulots, même après 65 ans. Certes, les salariés qui le désirent – ou ceux qui y sont contraints car on ne leur propose plus d'emploi en raison de leur âge – auraient « le droit » de partir dès 60 ans... mais ils auraient dans ce cas une retraite fortement diminuée. Chacun serait donc incité à rester au travail le plus tard possible pour avoir une pension correcte. C'est d'autant plus injuste que les ouvriers ont deux fois plus de chances que les cadres de mourir avant 65 ans.

Ce qu'ils proposent pour la Sécurité sociale :

Nicolas Sarkozy : « instaurer une franchise de quelques euros par acte de soins, non remboursable par aucune assurance complémentaire, dont le montant annuel global serait plafonné » portant « sur les premiers euros annuels sur les examens biologiques, les premiers euros annuels sur les médicaments, les premiers euros annuels sur les visites médicales et même sur l'hospitalisation [car] je ne considère pas que le forfait hospitalier soit une franchise. Si l'assurance-maladie est équilibrée, on baisse la franchise; si l'assurance-maladie n'est pas équilibrée, on augmente la franchise. » (programme législatif de l'UMP, conférence de presse de Nicolas Sarkozy du 2 avril 2007).

François Bayrou : « Le dernier gouvernement a fait voter une loi [sur les retraites] que j'ai soutenue, [mais ce n'est] que le tiers du chemin qu'il faudra faire. » (Projet d'Espoir).

Jean-Marie Le Pen : « Le retour à 65 ans de l'âge légal de la retraite [...] et la liberté donnée aux Français de travailler au-delà s'ils le désirent » (Programme du Front National).

Et vous qu'en pensez-vous ?